

ANIMATION DE LA RÉUNION RRS INTERVENTION JEAN-ROBERT JAUBERT JEUDI 29 NOVEMBRE 2018

RELATIONS SOCIALES





ORDRE DU JOUR DE LA RENCONTRE

➤ 1 Seul sujet : le CSE

- 1) Le découpage de l'accord
- 2) Zoom juridique sur quelques points clés et présentation du manuel pratique



LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES EN QUELQUES MOTS

- ❑ Un taux global de participation en légère baisse :
 - 66,7 % (68,6 % en 2015)
- ❑ Mais 15 points de différence entre Cadres (+2 pts) et Exécution (- 4 pts). Cet écart était de 9 points en 2015
- ❑ Plusieurs raisons à ce recul
- ❑ Résultats : on remarque une quasi stabilité de toutes les organisations syndicales. Aucune modification du rapport de force n'émerge de cette élection.
- ❑ 2 fois plus de bulletins blancs qu'en 2015 (+ 6000 en 2018)



ELEMENTS MARQUANTS

- ❑ UNSA perd 1 CE (Alsace)
- ❑ SUD RAIL gagne 2CSE (PSL et PSE)
- ❑ CFE CGC devient représentative sur 5 CSE
- ❑ FO échoue à passer la barre des 10 %
- ❑ 3 seconds tours dans le collège Exécution :
 - CSE Réseau IDF
 - CSE TN PSL
 - CSE 2P NEN
- ❑ La nouvelle règle de validité des accords : plus de de 50 % des suffrages valablement exprimés



LA NÉGOCIATION CSE

I. Le calendrier

- ☐ Une négociation longue, plus longue que prévue
- ☐ 9 tables rondes . La dernière, le 7 novembre 2018 conclusive.
- ☐ Prochaine rencontre possible le 5 décembre 2018

II. Le découpage du CSE

- ☐ Une longue négociation avec judiciarisation maximale
- ☐ Audience le 5/12/2018 devant la Cour des cassation



LA NÉGOCIATION CSE

III. Les autres thèmes de l'accord au-delà du découpage :

1. LE CSE Central
2. Les CSE d'établissement
3. La dévolution des biens et la gestion des ASC
4. Les RPX
5. Les ajustements des dispositions statutaires
6. Les ajustements des dispositions conventionnelles



LE CSE CENTRAL DU GPF

L'essentiel à retenir :

- 1) Mise en place pour 1 an
- 2) 25 titulaires – 25 suppléants. Négociation du protocole d'accord à planifier en décembre 2018,
- 3) C'est le seul qui est consulté sur les 3 blocs de la loi Rebsamen
- 4) Le CNHCST devient la CSSCT du CSE Central avec maintien des moyens (le CNHCST disparaît),



LES 33 CSE D'ETABLISSEMENTS : L'ESSENTIEL A RETENIR :

- ❑ Désignation d'un secrétaire adjoint membre de la CSSCT
- ❑ RS au CSE peut appartenir à l'EPIC concerné
- ❑ 12 réunions par an
- ❑ Les suppléants ne participent pas aux réunions. Mais chaque suppléant a accès à la BDES et reçoit les mêmes infos que les titulaires.
- ❑ Les suppléants sont remplacés en cas de vacances de siège.
- ❑ Les CSE ne sont consultés que sur le bloc 3 et sur les sujets listés à l'accord



LES 33 CSE D'ETABLISSEMENTS

- ❑ **LA BDES** : pour les élus (titulaires et suppléants), les RS et les DS (2 par OSR)
 - se substitue aux documents papier. C'est la digitalisation des relations sociales y compris pour les consultations ponctuelles.
- ⚠ • Une présentation de la BDES à prévoir pour tous les futurs utilisateurs
- ❑ La digitalisation des RIC avec 1 réponse apportée aux élus sous 10 jours ouvrés. (l'accord décrit en annexe les fonctionnalités de l'outil IRP)
- ❑ **Conséquences** : 1 tablette pour chaque élu (titulaire et suppléant) et RS. Il s'agit de matériel dédié.



LES 33 CSE D'ETABLISSEMENTS

- ❑ **Crédit d'heures** : reprise des dispositions actuelles pour les postes «clés » du CSE :
 - 70 h sup par mois pour le secrétaire
 - 10 h sup par mois pour le trésorier
 - 40 h sup par mois pour le président de la commission « ASC »
 - Nouveauté : Secrétaire adjoint : 14h, 24h, ou 28h par mois en + selon la taille du CSE



LES 33 CSE D'ETABLISSEMENTS

❑ Les commissions des CSE :

a) Obligatoire et nouvelle : la CSSCT :

- au moins une
- 1 seule si des RPX sont mis en place (position d'entreprise)
- Au moins 3 membres désignés par le CSE parmi ses membres
- Elle prépare les 4 réunions annuelles du CSE consacrées, au moins en partie, aux questions HSCT,
- Missions définies par l'accord :
 - Attributions générales en matière d'HSCT qui font intervenir les RPX en cas :
 - De droit d'alerte (c'est elle qui est réunie en urgence si besoin)
 - D'accident grave (on informe le secrétaire adjoint)
 - Ou des visites périodiques



LES 33 CSE D'ETABLISSEMENTS

b) Autres commissions obligatoires :

- Formation
- Logement
- Egalité professionnelle
- Marchés

c) Commissions prévues par l'accord :

- ASC
- Economique
- Autres par accord collectif local



LES 33 CSE D'ETABLISSEMENTS

❑ Moyens des commissions : 1800 H / an

- Provient de 60h x 6 membres x 5 commissions obligatoires
- Le code du travail prévoit d'accorder un temps de réunion pour chaque salarié concerné (60h/membre/an) quel que soit le nombre de commissions auxquelles il siège.
- On a donc transformé du temps de réunion en crédit d'heures acquis pour les membres. Avec un crédit globalisé total qui donne de la souplesse au dispositif.



LA DÉVOLUTION DES BIENS

- ❑ Un grand soir en décembre 2018 et un grand matin en janvier 2019
- ❑ Les CE dévaluent tous leurs biens (meubles, immeubles, dettes, créances) aux CSE en décembre
- ❑ Les CSE en janvier acceptent ces biens ou décident d'autres affectations
 - Pas d'affectation en chaines possibles
- ❑ Proposition d'une période transitoire de 6 mois pour se donner du temps
- ❑ Groupe de travail en cours sur un accord de gestion des ASC au-delà de la période transitoire
- ❑ En l'absence d'un accord les CSE devront gérer les ASC et recevront les dotations correspondantes en fonction de leur effectif.
- ❑ Inscription de cette question à l'ordre du jour de la réunion de décembre des CE et de la réunion de janvier des CSE
- ❑ Décryptage...



LES RPX

- ❑ La décentralisation du dialogue social :
 - Nombre
 - Répartition
- ❑ Une clause plancher : 1 pour 200
- ❑ Désignation du RPX par les OS parmi les membres du CSE ou parmi les agents relevant de l'établissement. Validation de la désignation par le CSE
- ❑ Attributions : Celles pour lesquelles la proximité a du sens
Ex :
 - réaliser les visites périodiques
 - Participer à l'enquête suite à droit d'alerte
 - Réaliser les enquêtes après accident du travail grave
 - Présenter des RIC via l'application digitale
 - ...



LES RPX

- ☐ 4 réunions par an - 20h/mois
- ☐ Bénéficient de formation SSCT (même formation que les membres du CSE)
- ☐ Bénéficient de tablettes dédiées
- ☐ Non accordé en table ronde : 1 local
- ☐ Sont des salariés protégés
- ☐ La négociation locale en l'absence d'accord : sur tous les sujets (nombre, répartition, missions, désignations.
- ☐ Position des Epics sur les RPX



EVOLUTION DES PROCEDURES STATUTAIRES

Elle sont de 3 ordres :

- ❑ Notation avec les délégués de commission :
 - Priorité donnée aux élus du CSE et RPX
 - Désignation complémentaire par les OS
- ❑ Conseils de discipline :
 - Elus CSE et RPX en priorité
 - Désignation par les OS si nombre insuffisant pour couvrir au moins 7 sièges par collège
- ❑ La commission de réforme



MAINTIEN DE CERTAINES STIPULATIONS CONVENTIONNELLES

- ❑ Part conventionnelle des CFESS
- ❑ Moyens de communication modernisés
- ❑ Cartes 18A pour les membres des CSE et les RPX, dans la classe du bénéficiaire avec réservations gratuites.

SUJETS OUVERTS A LA NÉGOCIATION LOCALE

☐ Composition du CSE

- Secrétaire adjoint
- Remplacement d'un suppléant

☐ Commissions

- CSSCT
- Autres commissions

☐ Crédits d'heures

☐ Réunions du CSE

SUJETS OUVERTS A LA NÉGOCIATION LOCALE

- ❑ Consultation sur le Bloc 3
- ❑ BDES
- ❑ Droits d'alerte
- ❑ Visites et enquêtes
- ❑ RPX

PRÉSENTATION DU MANUEL PRATIQUE

- ❑ Manuel complet basé sur le Code du travail et qui intègre les spécificités SNCF
- ❑ Sommaire :
 - **Composition**
 - **Mandat**
 - **Fonctionnement**
 - Règlement intérieur et Commissions
 - Réunions du CSE
 - Moyens de fonctionnement

PRÉSENTATION DU MANUEL PRATIQUE

- **Attributions**
 - Informations-consultations
 - Expertises
 - Droits d'alerte
 - Attributions en matière de santé / sécurité
- **Représentants de proximité**
- **Délit d'entrave**
- **Protection des représentants du personnel**
- **Moyens du CSE / gestion budgétaire**

ZOOM SUR LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR

- ❑ Modèle dans le Manuel pratique : rédigé dans un contexte d'absence d'accord
- ❑ Contenu du règlement intérieur
- ❑ Contexte : adoption du règlement intérieur en parallèle de la négociation d'un accord CSE

ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article L.2315-24 alinéa 2

« **Sauf accord de l'employeur**, un règlement intérieur ne peut comporter des clauses lui imposant des obligations **ne résultant pas de dispositions légales**.

Cet accord constitue un **engagement unilatéral de l'employeur** que celui-ci peut dénoncer à l'issue d'un délai raisonnable et après en avoir informé les membres de la délégation du personnel du comité social et économique. »

ZOOM SUR LES COMMISSIONS

☐ Deux commissions d'ordre public :

- **Commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT)**
- **Commission des marchés**

☐ Trois commissions à défaut d'accord :

- **Commission de la formation**
- **Commission d'information et d'aide au logement**
- **Commission de l'égalité professionnelle**

☐ Pas de commissions supplémentaires dans le règlement intérieur

ZOOM SUR LA CSSCT

En l'absence d'accord collectif, l'employeur définit :

- ☐ Le nombre et le périmètre des CSSCT

Le règlement intérieur définit (L.2315-44) :

- ☐ Le nombre de membres
- ☐ Les missions déléguées à la commission par le CSE
- ☐ Les modalités de fonctionnement
- ☐ Les modalités de la formation des membres
- ☐ Le cas échéant, les moyens alloués

ZOOM SUR L'OUTIL IRP ET LES RIC

- ❑ RIC : absence de formalisme prévu par la loi
- ❑ Digitalisation du dialogue social par :
 - La digitalisation des RIC
 - La dématérialisation de l'organisation des réunions du CSE
 - La création d'un espace dématérialisé qui contiendra la BDES
- ❑ Accès au module de digitalisation des RIC au plus tard mi-décembre pour les administrateurs RIC CSE
- ❑ Tablettes
- ❑ Quid si pas d'accord ?

ZOOM SUR LES QUESTIONS DU MOMENT

- ❑ Inspecteur du travail et médecin du travail à inviter

- ❑ Point sur le droit d'alerte

- Quid si pas d'accord national ?

- Quid si droit d'alerte déposé ou survenance d'un accident grave entre le 1^{er} janvier et la réunion d'installation du CSE ?

- ❑ Quid du délai de prévenance pour l'utilisation des crédits d'heures si pas d'accord ?



LES NÉGOCIATIONS DE DÉCEMBRE

- ❑ Le protocole préélectoral du CSE Central
- ❑ L'élargissement des populations soumises à DII
- ❑ Bilatérales sur les évolutions du statut
- ❑ Agenda social 2019

BONNE FIN DE JOURNEE

RELATIONS SOCIALES

